

L'Actualité en brèves

Iter

Alors que le débat public officiel sur Iter se déroule jusqu'au 6 mai dans la Région, les Verts ont initié un grand forum « alternatif » à Aix-en-Provence. Où ils sont, pour une fois, apparus très unis.

Fusion autour du projet Alter Iter

600 % d'augmentation ! Qui dit mieux ? Grâce à l'accord « un euro pour Iter, un euro pour les énergies renouvelables », soutiré par les Verts au PS et au PCF, le budget de la Région consacré aux énergies alternatives gagne 152 millions d'euros. De quoi donner quelques idées. Les Verts veulent prouver qu'ils n'en manquent pas. Samedi 28 janvier, ils ont rassemblé plusieurs centaines de personnes à Aix-en-Provence (quelques « poids lourds » des Verts essentiellement, mais aussi Corinne Lepage pour Cap 21, Béatrice Marre, secrétaire nationale socialiste à l'environnement, Greenpeace, de nombreuses associations et un représentant du groupe communiste au Conseil régional...) lors d'un forum Alter Iter afin d'évoquer les alternatives à la politique énergétique actuelle et aux projets d'aménagement du territoire induits par le futur réacteur expérimental. « Une démarche démocratique face à un débat public qui ne l'est pas puisque la décision de réaliser Iter a déjà été prise », a soutenu Dominique Voynet, sénateur Verts. Allusion directe à d'autres rendez-vous, plus officiels, organisés par la Commission particulière du débat public (CPDP) sur les impacts d'Iter (environnementaux, fonciers, scientifiques, énergétiques...). Le 26 janvier, la première réunion a dû être annulée suite à une manifestation d'opposants (1).

Lors de la rencontre des Verts à Aix-en-Provence, il fallait bien chercher afin de trouver un véritable contradicteur. « Pour des raisons idéologiques, la CGT Energie, favorable à Iter, a décliné notre invitation », déplore Marianne Moukamel, présidente des Verts des Bouches-du-Rhône. Quant au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), contraint à la « neutralité » le temps du débat public officiel sur Iter, la CPDP a refusé qu'il s'exprime lors du forum des Verts. Ne restait donc qu'Alain Hayot, délégué environnement et développement durable au PCF et vice-président du Conseil régional en charge de la culture et de la recherche, pour apporter une parole clairement favorable au projet international de fusion nucléaire. Tâche ingrate en l'état.

D'autant plus que les promoteurs d'Alter Iter avaient délaissé « pataugas » et patchouli pour revêtir des costumes très pragmatiques. « Les Verts sont contre Iter, mais il est là. Par contre, nous possédons désormais des moyens considérables pour maîtriser l'énergie », a argumenté Jean-Luc Bennahmias, député européen Verts et conseiller régional. Alors « Alter Iter », un simple slogan ? Le colloque s'est employé à détailler un projet régional sur les énergies renouvelables. Objectifs : répondre immédiatement à des urgences (dérèglement climatique, explosion des prix des énergies fossiles...), à des problèmes économiques (maîtrise des dépenses publiques, création d'emplois) en veillant à maîtriser les impacts environnementaux, fonciers, sociaux et économiques d'Iter. De la formation sur les techniques de production des énergies renouvelables (bois, solaire, éolien) en passant par le développement de la recherche dans ce domaine, celui de leur production ou encore l'éducation et l'information du public, les « Alter Iter » voient donc grand et se donnent jusqu'à la fin de l'année pour définir et budgétiser les projets à mettre en œuvre. L'absence, lors du forum, de tout conseiller régional socialiste fait planer un doute sur la capacité des Verts à faire respecter leur accord « un euro pour Iter, un euro pour les énergies renouvelables. »

Et en attendant ? Très actifs lors de la manifestation qui a contrecarré la réunion d'ouverture du débat public de la CPDP, les Verts assurent désormais vouloir y prendre leur place. Histoire là aussi de proposer des alternatives à des projets qui, comme l'autoroute « XXL » de Fos à Cadarache envisagée pour acheminer le matériel nécessaire à la construction du réacteur, leur paraissent plus opportunistes que nécessaires.

Jean-François Poupeлин

(1) Le débat de la CPDP va tout de même se poursuivre dans toute la région jusqu'au 6 mai. Programme complet sur le site www.debatpublic-iter.org.

Incinérateur biodégradé par les urnes

97, 80 % de suffrages pour le non. Cela ne s'est pas passé en Corée du Nord, en Guinée ou en Haïti mais près de l'étang de Berre dans les Bouches-du-Rhône. Les habitants d'Istres, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône étaient invités, le 15 janvier, à s'exprimer lors d'un référendum symbolique (sans conséquence juridique) concernant le projet d'implantation d'un incinérateur sur leur territoire pour brûler les ordures de l'agglomération marseillaise. Moins de 2 % des 22 000 électeurs (52,45 % de participation) ont jugé anormal que les élus locaux soient « dépossédés de la maîtrise industrielle et environnementale de la zone de Fos ». Cette position tranche avec les arguties diplomatiques du Préfet qui juge parfaitement complémentaires les projets du Département, excluant l'incinération, et ceux de Marseille Provence Métropole. Ce qui ne l'a pas empêché de signer, sans le dire, l'autorisation d'exploitation du futur incinérateur quatre jours avant le référendum... De leur côté, l'Ademe (Agence de l'environnement) et ses experts comptent les points et restent confortablement abrités derrière le paravent de la neutralité...

A ma droite, Incinerator Gaudin, à ma gauche Recycleman Guérini. Dans le rôle de l'arbitre, deux ingénieurs de l'Ademe (Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie), Slébauer et Mauro, interviewés par l'AFP (13/01/06). Verdict : « Ni le projet de MPM, ni celui du CG ne sont convaincants, aucun n'est plus vertueux que l'autre ».

L'incinérateur ? Les réponses techniques aux difficultés de traitement qu'il rencontrera sont jugées « très fumeuses » (sic), et sa capacité de 300 000 tonnes « insuffisante ». Quant au plan départemental des déchets, c'est très bien de dire qu'il faut réduire les déchets à la source, mais « aucune proposition concrète en ce sens ». Pour nos experts, c'est un débat « faussé » qui ne pose pas les bonnes questions et se moque de l'intérêt public. « Le débat aurait dû porter sur le fait, qu'une fois de plus, MPM va traiter ses déchets chez le voisin. » A propos, et si on convertissait le Clemenceau en cargo pour exodier les ordures de MPM en

BARTH

ô
Ti
Tou

CHOC

Nice : des plein la ba

Il y a quelques années, soupçonnaient Vivendi hégémoniques sur la VI Aujourd'hui, c'est le gre semble prendre le relais obtenu la concession de construction et de l'exp pendant 30 ans du nou Nice, en partenariat ave salle Nikala, Carl vise la toujours via un partena privé, de l'Acropolis, en avec la CCI cette fois. A passage qu'en cas d'ac conseil municipal, Carl plus ou moins direction grandes salles de spectr puisqu'il est prévu que stade se rentabilise en deux ou trois grands s an. C'était notre rubriqi libéral favorise la conc

